

# Point de Presse du Conseil d'Etat

---

16 décembre 2010

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat  
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat



# Sommaire

---

|  |    |
|--|----|
| Genève internationale.....   | 4  |
| Aide d'urgence pour Haïti.....   | 4  |
| Genève-Confédération .....   | 5  |
| Succès populaire pour la fête organisée à l'occasion de l'élection de Mme Micheline Calmy-Rey à la présidence de la Confédération .....                      | 5  |
| Oui nuancé au projet de loi fédérale sur l'imposition d'après la dépense.....  | 5  |
| Ordonnance fédérale sur l'assurance-chômage : davantage de volontarisme en faveur des jeunes chômeurs.....   | 6  |
| Compensation au défrichement de forêts : Genève favorable à un assouplissement dans certaines régions.....   | 6  |
| Genève .....   | 7  |
| Echange de terrains entre l'Etat et la FTI dans le secteur Praille - Acacias - Vernets .....   | 7  |
| 30 millions de francs à disposition de l'Etat pour l'acquisition de terrains et de bâtiments.....  | 7  |
| Aide financière pour le maintien à domicile des personnes âgées.....   | 8  |
| Prestations adaptées pour les bénéficiaires AVS et AI vivant à leur domicile et pour les proches aidants ..  | 8  |
| Adaptation des tarifs d'incinération des déchets et simplification des procédures d'autorisation d'exploiter une installation de traitement de déchets ..... | 9  |
| Adoption du rapport annuel de gestion pour l'exercice 2009 d'Unireso.....  | 9  |
| Adoption du budget de la Fondation des parkings .....  | 10 |
| Agenda des invitations à la presse .....   | 11 |

## **Aide d'urgence pour Haïti**

L'épidémie de choléra qui s'est déclarée en Haïti dans le courant du mois d'octobre a fait à ce jour plus de 2000 victimes. Par ailleurs, les prévisions de l'Organisation mondiale de la santé font état de 200'000 cas probables de choléra dans les prochains mois.

Face à l'ampleur de l'épidémie, le Conseil d'Etat a décidé d'accorder une aide de 300'000 francs répartie entre [Médecins du monde Suisse](#) (200'000 francs) et [Caritas Suisse](#) (100'000 francs). Les deux organisations sont déjà présentes dans le pays et sont en train de mobiliser rapidement leurs équipes afin de répondre à l'urgence médicale et sanitaire.

Médecins du monde ouvrira un centre de traitement du choléra dans la ville de Grand-Goâve, alors que Caritas mènera un projet de prévention du choléra en milieu scolaire dans le département de l'Artibonite, foyer de l'épidémie.

*Pour toute information complémentaire : Mme Susana Simoes Abbasi, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.*

# Genève-Confédération

---

## **Succès populaire pour la fête organisée à l'occasion de l'élection de Mme Micheline Calmy-Rey à la présidence de la Confédération**

Le Conseil d'Etat a écrit à Mmes Micheline Calmy-Rey, présidente de la Confédération élue, et Doris Leuthard, présidente de la Confédération, et MM. Jean-René Germanier, président du Conseil national, et Hansheiri Inderkum, président du Conseil des Etats, pour leur dire tout le plaisir qu'il a eu à les recevoir à Genève le dimanche 12 décembre 2010.

Les festivités organisées en l'honneur de Mme Micheline Calmy-Rey pour son élection à la présidence de la Confédération ont permis à la population genevoise de transmettre sa sympathie et ses encouragements à la présidente de la Confédération élue.

---

## **Oui nuancé au projet de loi fédérale sur l'imposition d'après la dépense**

Le Conseil d'Etat approuve dans ses grandes lignes le projet de [loi fédérale sur l'imposition d'après la dépense](#) que l'on appelle aussi communément « imposition au forfait ». Répondant à une consultation initiée par le Département fédéral des finances, le gouvernement genevois constate que le projet de loi reprend dans sa quasi-intégralité la proposition de la Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF), qui avait été adoptée à une nette majorité le 29 janvier 2010.

Le Conseil d'Etat a déjà eu à diverses reprises l'occasion d'exprimer une position favorable à un renforcement des critères appliqués dans l'ensemble du pays pour l'imposition d'après la dépense. Dès lors, le canton salue l'objectif de déterminer une assiette fiscale minimale de 400'000 francs pour l'impôt fédéral direct, ainsi que la fixation d'un seuil de la dépense annuelle en matière d'impôt fédéral et d'impôt cantonal et communal à sept fois le montant de la valeur locative du bien immobilier, ou trois fois le prix de la pension pour le logement et la nourriture. Il approuve aussi le principe d'imposition de la fortune par les cantons.

Le gouvernement cantonal émet toutefois quelques réserves importantes. La principale d'entre elles se réfère au fait que les cantons pourront fixer un montant de leur choix pour l'assiette fiscale minimale. Si ce principe respecte la répartition des compétences entre la Confédération et les cantons, il laisserait toutefois une trop grande latitude aux cantons pour fixer un montant inférieur à celui de l'impôt fédéral direct. Genève souhaite dès lors que le montant minimum de 400'000 francs soit également respecté par les cantons.

*Pour toute information complémentaire : Mme Arlette Stieger, secrétaire générale adjointe, DF,  
☎ 022 327 98 08.*

---

## **Ordonnance fédérale sur l'assurance-chômage : davantage de volontarisme en faveur des jeunes chômeurs**

Suite à la révision de la [loi fédérale sur l'assurance-chômage et indemnités](#) (LACI), acceptée par le peuple en septembre dernier, [une nouvelle ordonnance est mise en consultation](#) par le Département fédéral de l'économie en vue de l'entrée en vigueur de la loi au 1<sup>er</sup> avril 2011. Cette ordonnance (OACI) règlera essentiellement les détails de la nouvelle LACI.

Dans sa réponse à la procédure de consultation, le Conseil d'Etat constate avec satisfaction que les autorités fédérales envisagent, comme notre canton l'a souvent demandé pendant la phase d'élaboration de la loi, que les jeunes chômeurs non indemnisés puissent bénéficier de mesures actives visant leur insertion dans le marché de l'emploi. Le Conseil d'Etat demande toutefois que les jeunes puissent avoir accès à toute mesure apte à les aider à entrer dans le marché du travail, et pas seulement, comme le prévoit la version actuelle de l'OACI, aux stages professionnels. Le succès de mesures d'insertion comme le programme [Jeunes@work](#), développé à Genève en partenariat avec des privés, mérite d'être étendu à toute la Suisse.

Pour ce qui est de la collaboration interinstitutionnelle, le Conseil d'Etat demande que l'ordonnance respecte l'esprit de la loi qui est de favoriser l'échange d'informations et n'introduise pas des restrictions dont le résultat serait un retour à la situation en vigueur avant la révision.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a demandé l'adaptation des seuils d'accès à certaines mesures, dont les montants n'ont pas été indexés depuis plusieurs années.

*Pour toute information complémentaire : M. Patrick Schmied, directeur général de l'office cantonal de l'emploi, DSE, ☎ 079 252 88 04.*

---

## **Compensation au défrichement de forêts : Genève favorable à un assouplissement dans certaines régions**

En réponse à une consultation de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats concernant son [initiative parlementaire intitulée « Flexibilisation de la politique forestière en matière de surface »](#), le canton de Genève se déclare globalement favorable aux modifications proposées.

Celles-ci visent à assouplir les règles relatives à la compensation du défrichement dans les régions où l'aire forestière augmente, afin de prévenir le risque que ces compensations n'empiètent sur les surfaces agricoles privilégiées, les zones d'une grande valeur écologique ou paysagère, ou n'entravent la protection contre les crues. La surface forestière totale ne doit cependant pas être réduite et le principe de base de l'interdiction de défricher doit être maintenu.

Dans sa réponse, le gouvernement genevois demande toutefois à ce qu'apparaisse plus clairement dans le projet de modification de la [loi sur les forêts](#) (LFo) la différenciation entre les zones de progression de la forêt, en particulier les alpages, de celles où la forêt subit une forte pression, comme les vallées et le Plateau.

Il relève également l'importance de pouvoir bénéficier d'instruments permettant une prise en compte proactive des compensations, couplées à une réservation de terrain au profit de la nature, dans le cadre des processus de planification, de construction d'infrastructures et d'urbanisation.

*Pour toute information complémentaire : M. Patrick Fouvy, inspecteur cantonal des forêts, direction générale de la nature et du paysage, DIM, ☎ 022 388 55 40.*

---

## **Echange de terrains entre l'Etat et la FTI dans le secteur Praille - Acacias - Vernets**

Le Conseil d'Etat a procédé à un échange de terrains d'une superficie de quelque 500'000 m<sup>2</sup> avec la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI). Par cet acte, la FTI cède à l'Etat de Genève l'ensemble des parcelles du périmètre Praille - Acacias - Vernets (PAV) dont elle est propriétaire et qui sont destinées à accueillir une affectation mixte avec prédominance de logements.

Parallèlement, l'Etat de Genève cède à la FTI quelque 500'000 m<sup>2</sup> de parcelles situées dans diverses zones industrielles du canton (Satigny, Meyrin, Vernier, Plan-les-Ouates) ou dans des périmètres appelés à se développer à l'instar du quartier de la Scie à Versoix. La FTI pourra ainsi poursuivre sa mission première qui est l'implantation de nouvelles entreprises dans les zones industrielles du canton.

Cet échange de terrain constitue une étape-clé du projet PAV puisque l'Etat de Genève renforce sa position de propriétaire principal du secteur et accroît sa maîtrise directe du foncier, ce qui permettra un développement plus rapide et plus serein du périmètre. En effet, avec cet échange, la maîtrise foncière de l'Etat sur les parcelles constructibles du PAV passe de 11% à 55%.

La transaction ne prévoit le versement d'aucune soulte ni d'aucune autre forme de compensation. Sur le plan comptable, la plus-value de cet échange s'élève à 275 millions de francs pour l'Etat de Genève. Elle sera intégrée aux comptes 2010.

*Pour toute information complémentaire : M. Mark Muller, conseiller d'Etat, en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67.*

---

## **30 millions de francs à disposition de l'Etat pour l'acquisition de terrains et de bâtiments**

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi ouvrant un crédit d'investissement de 30 millions de francs pour l'acquisition de terrains et de bâtiments.

Ce projet de loi s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de différentes politiques publiques, dont le volet foncier représente un aspect essentiel. En effet, dans le cadre notamment de la politique de redéploiement en zone industrielle ou de la politique des transports, l'acquisition des terrains est une nécessité. Le canton se doit par conséquent de mener une politique foncière destinée à lui garantir la disponibilité des terrains nécessaires à la réalisation des équipements et des infrastructures relevant de sa compétence.

Ce projet s'inscrit en outre dans le prolongement de différentes textes législatifs allant dans le même sens. La dernière loi adoptée, autorisant l'Etat à financer des achats de terrains à hauteur de 35,5 millions de francs, date du [29 novembre 2002](#).

Pour rappel, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique du logement, le Conseil d'Etat dispose déjà des moyens financiers nécessaires à l'acquisition de terrains. En effet, la [loi pour la construction de logements d'utilité publique \(LUP\)](#) du 24 mai 2007, attribue un financement annuel de 35 millions de francs. Le projet de loi adopté ne concerne donc pas les achats de surfaces dévolues au logement.

*Pour toute information complémentaire : M. Pascal Chobaz, direction des opérations foncières, office des bâtiments, DCTI, ☎ 022 546 60 50.*

---

### **Aide financière pour le maintien à domicile des personnes âgées**

Conformément à la [loi genevoise sur les indemnités et les aides financières](#) du 15 décembre 2005 (LIAF), le Conseil d'Etat a décidé d'accorder pour l'année 2010 une aide financière aux entités actives dans le domaine du maintien à domicile des personnes âgées et du soutien aux proches aidants d'un montant total de 218'633 francs pour l'exploitation de lits d'unité d'accueil temporaire de répit.

Ces unités d'accueil permettent, de façon temporaire, d'encadrer et de prendre en charge, pour les actes de la vie quotidienne et pour des soins de base, des personnes en âge AVS atteintes de troubles physiques et/ou cognitifs. Cette aide s'inscrit dans le cadre de la prestation de maintien, d'aide et soins à domicile.

*Pour toute information complémentaire : Mme Christine Brennenstuhl, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 18 83.*

---

### **Prestations adaptées pour les bénéficiaires AVS et AI vivant à leur domicile et pour les proches aidants**

Le Conseil d'Etat a adopté le règlement sur le remboursement des frais médicaux aux bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI. Celui-ci transpose dans le droit cantonal les règles fédérales existantes et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011. En effet, conformément aux principes imposés par la [réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons](#) (RPT), la responsabilité et la charge financière liées au remboursement des frais de maladie et d'invalidité ont été transférées aux cantons.

Les plafonds disponibles pour le remboursement de frais médicaux de personnes résidant à domicile restent inchangés : 25'000 francs pour les personnes seules, 50'000 francs pour les couples et 10'000 francs pour les orphelins. Cependant, outre la reprise du droit fédéral, le règlement adapte les prestations remboursables à l'évolution des besoins des personnes nécessitant un encadrement à domicile. Dorénavant, une participation pourra être accordée pour des prestations socio-éducatives, telles que des conseils individuels, un accompagnement en cas de handicap physique, une aide aux démarches administratives ou à l'organisation budgétaire, financée dans le cadre de l'enveloppe annuelle de 4'800 francs prévue pour les frais liés à la tenue du ménage.



Il en est de même des prestations de relève à domicile, permettant de décharger momentanément les proches qui vivent avec un bénéficiaire âgé ou invalide et contribuent à son maintien à domicile. En outre, les conditions de remboursement des prestations fournies par une personne engagée directement par le bénéficiaire des prestations dans le cadre de son maintien à domicile sont améliorées. Ces nouvelles dispositions visent à offrir une prise en charge appropriée aux personnes atteintes dans leur santé et/ou en perte d'autonomie.

*Pour toute information complémentaire : M. Marc Maugué, directeur général de l'action sociale, DSE,  
☎ 022 546 51 45.*

---

### **Adaptation des tarifs d'incinération des déchets et simplification des procédures d'autorisation d'exploiter une installation de traitement de déchets**

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement d'application de la [loi sur la gestion des déchets](#).

Cette modification adapte les tarifs d'incinération et de traitement des déchets dans les installations publiques au nouveau taux de TVA qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Soucieux par ailleurs d'améliorer et de simplifier les prestations de l'administration, le Conseil d'Etat a également adopté une révision de la procédure d'instruction et d'octroi des autorisations d'exploiter une installation de traitement de déchets.

Cette révision, élaborée en collaboration avec les milieux professionnels concernés, introduit un certain nombre d'améliorations, de clarifications et de simplifications tant dans la constitution des dossiers de requête en autorisation que dans l'instruction ou la publication de ces autorisations.

*Pour toute information complémentaire : Mme Sophie Meisser, cheffe du secteur déchets, service de géologie sols et déchets, DSPE, ☎ 022 546 70 87.*

---

### **Adoption du rapport annuel de gestion pour l'exercice 2009 d'Unireso**

Le Conseil d'Etat a adopté le rapport annuel de gestion de la Communauté tarifaire intégrale (CTI) Unireso – regroupant les TPG, les CFF et les Mouettes genevoises – pour l'année 2009, qui s'est achevée avec un total des recettes du transport s'élevant à 125,9 millions de francs. Pour la première fois, une baisse des recettes de 0,9 % par rapport à 2008 (127 millions de francs) est observée, et cela bien que la fréquentation ait continué à augmenter en 2009 et 2010. Les perspectives de recettes pour 2010 sont à nouveau à la hausse.

Malgré la croissance des ventes d'abonnements annuels, qui traduit la hausse de la fréquentation des transports publics, les recettes du transport diminuent en raison de l'érosion des ventes de billets. On note par ailleurs une fidélisation de la clientèle due à la progression des ventes d'abonnements par le biais de signatures de contrats "grands comptes" avec les entreprises, les communes et l'Etat de Genève.

Au niveau régional, la progression des ventes des titres Unireso s'est également ralentie avec une progressions de 0,1 % pour la vente de billets et de 3,3 % pour les abonnements.

Enfin, il est à noter que les enquêtes comparatives menées depuis 2003 ([Projet BEST](#)) sur sept villes européennes démontrent une perception très positive par les Genevois-es de leurs transports publics. Les indices de satisfaction, établis sur la base d'enquêtes mensuelles faisant partie du contrat de prestations 2007-2010 liant la communauté tarifaire Unireso à l'Etat, sont également positifs, puisqu'ils dépassent les cibles fixées.

*Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé du domaine de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 96 05.*

---

## **Adoption du budget de la Fondation des parkings**

Le Conseil d'Etat a adopté le budget 2011 de la Fondation des parkings, qui s'inscrit dans la continuité avec une consolidation de la [reprise du contrôle global du stationnement en Ville de Genève en 2010](#). Le total des produit est chiffré à 38,5 millions de francs (2010 : 36,7 millions) et le total des charges à 35,1 millions de francs (2010 : 33,1 millions), dégageant un bénéfice de 3,4 millions de francs (2010 : 3,6 millions).

Les résultats positifs enregistrés ces six dernières années par la fondation lui permettent d'affronter avec confiance les prochaines étapes de son développement, notamment la création de nouvelles places de stationnement pour de futurs P+R à Sécheron et Frontenex ou l'agrandissement du P+R existant du Bachet-de-Pesay, dans le cadre du plan d'actions P+R 2011-2014, en cours de formalisation.

Les produits augmentent de 5 % par rapport aux prévisions 2010 en raison de la hausse des recettes des abonnements des parcs relais P+R. Une augmentation du nombre d'abonnés est attendue suite à la mise en service de l'extension du P+R de Sous-Moulin en octobre 2010 (910 places au total). Par ailleurs, les tarifs des P+R les plus demandés vont augmenter au 1<sup>er</sup> janvier 2011 pour passer à 150 francs/mois (les parkings à remplissage moyen coûteront 120 francs/mois et ceux à faible succès seront abaissés à 90 francs/mois pour les rendre plus attractifs).

Au niveau des charges, la hausse est de 9 %, notamment en raison de l'augmentation des amortissements dus aux reports d'investissement initialement prévus en 2010 et aux frais de surveillance liés au centre de contrôle (+25 % par rapport aux prévisions 2010), frais qui sont ensuite répartis et facturés sur l'ensemble des parkings.

*Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé du domaine de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 96 05.*

# Agenda des invitations à la presse

---

*Sous réserve de modifications*

| DATE                | SUJET  | LIEU  | DPT | CONTACT                              |
|---------------------|--|---|-----|--------------------------------------|
| 31 décembre<br>8h00 | Commémoration officielle<br>de la Restauration de la<br>République | Promenade de la Treille                       | CE  | Nicolas Merckling<br>☎ 022 327 90 80 |
| 11 janvier<br>10h00 | Les EMS en 2011 :<br>tendances, mutations, prix<br>de pension      | Salle des Fiefs<br>2, rue de l'Hôtel-de-Ville | DSE | Bernard Favre<br>☎ 022 546 54 10     |
| 25 janvier<br>9h30  | Les Ports Francs de<br>Genève                                      | <i>sera communiqué<br/>ultérieurement</i>     | DSE | Bernard Favre<br>☎ 022 546 54 10     |